

Lettre 1,991

Monsieur,

Il est de ces associations d'idées qui s'imposent à l'esprit et dont on ne se libère qu'après les avoir exprimées. Je vous écrirai donc, en confiance, que, tout en observant le comportement d'Antier, j'ai, hier, beaucoup pensé à Laurent-Tailhade. Certes pas que l'ancien ministre de l'Agriculture fût poète, mais parce que le poète a écrit : "Au Pays du mufle".

Antier ne veut pas partir seul. Il veut entraîner les autres ministres paysans et, tout particulièrement, Laurens. Conférence de presse improvisée dans les couloirs du Palais-Bourbon, cocktail d'adieu aux grands fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ont été pour lui autant d'occasions d'affirmer, sans consulter l'intéressé, que Laurens n'avait pas accepté sa promotion et que, d'ailleurs, le groupe paysan se prononcerait demain pour le retrait de tous ses ministres. Or, rien n'est moins sûr. Si Lalande et Leroy-Ladurie se déclarent pour le retrait Guy Petit et Isorni condamnent toute précipitation et Marcellin se prononce pour le maintien des ministres. Il a d'ailleurs des arguments et les met en valeur avec adresse. Celui-ci notamment : que, dans sa déclaration constitutive, le groupe paysan a condamné le régime des partis et qu'il serait paradoxal qu'il revendiquât le privilège de nommer et de démissionner ses ministres à sa guise. Son rôle est de décider ou non la participation au gouvernement, lors de l'investiture d'un Président du Conseil; après, chacun de ses membres reste libre de ses décisions. A cet argument d'allure juridique, Marcellin ajoute un argument politique : il demande à ses collègues, qui sont attirés vers le R.P.F., s'ils ont réfléchi qu'une coalition R.P.F.-paysans ne totaliserait que 165 voix, alors qu'il en faut 314 pour atteindre la majorité constitutionnelle; qu'il faudrait donc, pour changer la majorité gouvernementale, obtenir la collaboration du M.R.P. et des radicaux et que ceux-ci n'ont pas été consultés. Il ajoute d'ailleurs être persuadé que s'ils l'étaient, ils se refuseraient à mener l'opération actuellement. Il semble bien que ces arguments aient porté et que, contrairement à l'opinion de beaucoup d'observateurs, le groupe paysan -- députés et sénateurs -- ne cassera pas les vitres. Un communiqué, habilement figolé, donnera vraisemblablement un coup de chapeau à Antier, reconnaîtra la parfaite loyauté de l'attitude de Laurens et recommandera au Gouvernement la plus grande sollicitude pour les intérêts de la vaillante paysannerie. Le cabinet repartira ensuite allègrement. Non sans s'être complété, c'est-à-dire après qu'auront été nommés un secrétaire d'Etat à l'Agriculture (Ramarony ou Monin) et peut-être bien un secrétaire d'Etat au Tourisme, le poste étant vacant depuis que Duchet qui l'occupait a été nommé ministre des P.T.T. De mauvaises langues prétendent que Marcellin pourrait ainsi revenir dans les conseils du Gouvernement; elles veulent voir une relation de cause à effet entre cette éventualité et son attitude devant le groupe paysan. Si vous ne le connaissez pas, n'en croyez rien. Moi qui le connais un peu, j'avoue que je ne le crois pas incapable de ce calcul. Par contre, une mutation qui est pratiquement impossible, encore que le bruit en ait couru hier, c'est le transfert de Delcos du secrétariat au Commerce au secrétariat à l'Agriculture. Jamais Delcos, qui fut président du groupe radical et qui détient un secrétariat autonome, sans lien de subordination avec aucun ministre, n'accepterait un secrétariat dépendant d'un ministère occupé par un jeune parlementaire appartenant à un autre parti que le sien. Si l'on veut qu'il quitte son secrétariat, il faudra lui offrir un ministère. Pour en revenir au problème qui se pose au parti paysan, je crois que, même si le Comité directeur décidait le retrait des ministres, il n'aboutirait qu'à une scission, car il n'est pas du tout assuré que les intéressés obtempèrent à l'ordre qui leur serait ainsi donné.

Pendant que les couloirs du Palais-Bourbon étaient le siège de ce petit drame paysan, l'hémicycle retentissait hier d'une filandreuse discussion sur les textes relatifs à la formation des assemblées locales dans les T.O.M. Le débat, qui a déjà occupé l'après-midi et une partie de la soirée, n'est pas terminé; il menace de suivre les traces de celui que nous avons connu sur le Code de Travail. Dans la matinée, l'Assemblée avait discuté du budget des Affaires étrangères, ce qui permit une ébauche de débat sur la politique extérieure. Débat qui intéresse tout le monde et qui a été véhémentement réclamé par divers partis politiques. Il n'est donc pas inutile de révéler que, lorsque la discussion s'ouvrit, à 9 h. 30, il n'y avait qu'une dizaine de députés présents et que plusieurs autres dizaines arrivèrent, unité par unité, pendant la première heure, mais que, à aucun moment, il n'y eut plus de 50 à 60 députés en séance. Enfin, dans la soirée, le budget de la Présidence du Conseil fut examiné. Il comporte deux chapitres explosifs : celui des services de renseignements et celui des services de presse. Hier, il fallut leur ajouter celui du Commissariat à l'Energie atomique. Frédéric Dupont accrocha sur le noyautage de cet organisme par le parti communiste. Puis tout se calma, non sans que l'orateur nous eût menacés d'une prochaine affaire d'espionnage atomique, analogue à l'affaire Fuchs. Les chapitres relatifs aux organismes de presse ont été réservés. Baylet prépare une offensive pour obtenir une nouvelle subvention pour le papier de presse. On dit aussi que la ligne du budget consacrée à l'agence France Presse donnera naissance à quelques réflexions amères de parlementaires, rendus inquiets par les nombreuses mutations intervenues dans le personnel, au cours de ces dernières semaines.

Dans le domaine international, la nouvelle importante ou qui, tout au moins, se voudrait telle, est l'accord intervenu sur le projet de Convention générale, destinée à remplacer le statut d'occupation de l'Allemagne occidentale. Mais l'accord n'est pas publié; il n'est sanctionné par aucune signature; il reste subordonné à d'autres négociations sur des questions dites de détail, alors que tout dépend d'elles, puisqu'il s'agit de la participation de l'Allemagne à l'Armée européenne, du financement de celle-ci, des frais d'occupation, du droit d'intervention des effectifs alliés pour le maintien de l'ordre, etc...

Quand j'étais jeune, j'étais toujours d'accord avec mes petites amies, lorsqu'elles me demandaient un collier de perles. D'accord, sous réserve d'une question de détail : que je fisse fortune auparavant. Les années ont passé, nous attendons toujours : moi de faire fortune; mes petites amies, devenues des dames d'âge mûr, les colliers de perles, objets de nos accords.

paul dohème

P.S. - Parmi les mesures que René Mayer envisage de prendre en faveur de l'épargne figureraient : un aménagement de l'impôt de bourse, une extension aux sociétés privées d'investissements du régime fiscal de faveur accordé à la Société Nationale d'Investissements et la création d'une nouvelle formule de titres, inspirée de celle des obligations indexées.

Par ailleurs, le conseil des ministres, qui ne devait pas se réunir avant le 1er décembre, tiendra vraisemblablement séance demain samedi.

E N V R A C

Diminution des quotas d'exportation du charbon de la Ruhr.- Sur décision de l'Autorité internationale de la Ruhr intervient une diminution des quotas de charbon que l'Allemagne occidentale doit livrer à l'étranger. Pour le dernier trimestre 1951 : diminution de 200.000 tonnes. Pour le premier trimestre 1952 : diminution de 300.000 tonnes. Le Gouvernement de Bonn devra, par contre, maintenir le quota d'exportation du coke.

Au Conseil national de la coopération agricole.- Réuni sous la présidence de Pierre Martin, le Conseil national de la Fédération nationale de la coopération agricole a examiné la situation actuelle de la coopération agricole en France et les différents projets de loi relatifs à une réforme de la coopération agricole qui sont déposés actuellement sur le bureau des assemblées. Pierre Martin a préconisé une augmentation des investissements prévus pour l'agriculture, les exportations agricoles pouvant jouer un rôle décisif dans la réduction du déficit de la balance des comptes. En fait, les exportations agricoles, qui s'élevaient, en 1950, à 150 milliards de francs, risquent d'être réduites, pour l'exercice 1951, à 100 milliards.

Deux nouvelles sous-préfectures.- Le ministère de l'Intérieur projette la création d'une sous-préfecture à la Guyane et d'une autre en Algérie. Une loi est nécessaire.

La Foire internationale du Pakistan se tiendra à Karachi du 1er mars au 6 avril 1952. Elle occupera environ 750.000 mètres carrés. Les industriels désirant exposer sont invités à en faire la demande à M. S.M. Jamil, Pakistan International Industries Fair, Madha Chamber, Binder Road, Karachi 2, Pakistan.

Plomb-Argent.- On annonce que les mines argentifères et plombifères de Bawdin, dans le nord de la Birmanie, où le travail était interrompu par suite de la guerre et des troubles locaux, reprendraient leur activité au début de l'année prochaine. Aux termes d'un accord intervenu entre le gouvernement de Birmanie et la Burma Corporation, cette société, anciennement concessionnaire de la mine, sera remplacée par une autre société dénommée Burman Corporation (1951) Ltd., dont les actions seront détenues sur la base de 50 % par le gouvernement birman et la société exploitante. Le capital de la nouvelle société est de 63.194.600 roupies. La valeur de l'action est de 10 roupies. Le gouvernement birman versera 5,3 roupies sur chacune des actions qui lui seront attribuées, le solde étant payable par versements annuels répartis sur dix ans.

Sidérurgie.- La Cie Appleby-Frodingham Steel, Scunthorpe (Angleterre) vient de confier à la firme Head Wrighton & Co Ltd. la réalisation d'un important projet qui doit donner un essor considérable à l'industrie sidérurgique britannique. Il s'agit de construire à Scunthorpe une usine où s'effectueront toutes les opérations de préparation du minerai de fer : tamisage, concassage, agglomération, que nécessite le minerai à faible teneur de fer provenant du Lincolnshire et du Northamptonshire. On prévoit que cette usine traitera 3.750.000 tonnes par an. Elle sera pourvue de tous les derniers perfectionnements techniques, tant anglais qu'américains, et sera l'une des plus modernes usines de préparation du minerai existant au monde.

Les chantiers de la Clyde se réjouissent de l'attribution qui leur a été faite du démontage du cuirassé brésilien "Sao Paulo" (19.000 tonnes). La ferraille ira aux laminoirs de Lanarkshire, où le travail était sensiblement réduit depuis la pénurie générale de ferrailles. L'industrie écossaise se ressent beaucoup de la pénurie d'acier; les constructeurs de machines agricoles, en particulier, éprouvent de grandes difficultés dans leurs constructions. Néanmoins, les commandants continuent à affluer aux chantiers navals de la Clyde; les difficultés d'approvisionnement et les prix de revient élevés ne semblent pas rebuter les clients. L'argument prévaut que les délais de livraison et l'ensemble des prix suffisent à concurrencer les chantiers continentaux.

DANS LES COMMISSIONSConseil de la République

FINANCES (AUDITIONS MAYER et PLEVEN).- La commission a entendu René Plevén et René Mayer, en présence de Pierre Courant. René Mayer a renouvelé les déclarations qu'il avait précédemment faites, tant à la commission des Finances qu'à la tribune de l'Assemblée Nationale, sur le budget, présentant notamment l'état des dépenses et celui des recettes. Le ministre a indiqué notamment que les dépenses militaires, dans la métropole et en Indochine (950 milliards), représentaient exactement la charge que le pays est actuellement en état de supporter sur ses ressources propres. Le ministre des Finances a confirmé qu'il envisageait un allègement des droits de succession, ainsi que de la surtaxe progressive et l'institution d'une taxe sur les bénéfices réalisés en 1950-51. René Mayer a déclaré qu'il était prêt à reconsidérer, après l'augmentation du prix de l'essence, la taxation sur les produits pétroliers. En ce qui concerne les économies, il ne faut pas nourrir trop d'illusions, les dépenses pour l'ensemble des budgets civils ayant été réduites à l'extrême. Le ministre a encore indiqué qu'un nouveau Plan Monnet de modernisation de l'Agriculture et des Industries de transformation serait mis au point, au cours du premier semestre 1952. Enfin, il s'est déclaré partisan du maintien de la politique de restriction de crédits.

Le Président du Conseil s'est plus particulièrement attaché à brosser un tableau de la situation en Indochine. Il a communiqué à la commission l'état des pertes subies par le corps expéditionnaire depuis le début de la guerre et souligné qu'elles avaient diminué cette année. Plevén a marqué le succès des récentes opérations militaires réalisées pour couper le Vietminh de ses sources de ravitaillement et il a fait état des progrès accomplis par l'armée nationale vietnamienne, dont l'équipement et l'armement s'améliorent. Les Etats-Unis mesurent désormais l'importance de l'effort militaire accompli par la France dans cette partie du secteur asiatique. Des négociations sont actuellement menées pour que les Etats-Unis, non seulement continuent à nous apporter l'aide qu'ils nous fournissent déjà, mais pour qu'ils nous octroient une part des crédits réservés au monde asiatique. Plevén a conclu son exposé en affirmant que le Gouvernement était décidé à ne pas utiliser des moyens inflationnistes pour faire face à l'ensemble des charges que supporte le pays.

TRAVAIL (ECHELLE MOBILE).- La commission, continuant l'examen de la proposition de loi d'échelle mobile, a repoussé, par 13 voix contre 7 et 6 abstentions les conclusions de Loison (R.P.F.) qu'elle avait élu rapporteur, après la démission d'Abel-Durand (Ind.). Revenant sur sa première décision, elle a alors repris en considération les conclusions du sénateur de la Loire-Inférieure qu'elle a adoptées par 13 voix contre 10 et 4 abstentions. Le texte d'Abel-Durand substitue à la révision automatique des salaires un système laissant au Gouvernement, sur avis motivé de la Commission supérieure des conventions collectives, un pouvoir de décision. Une sous-commission a été chargée de concilier les dispositions préconisées par Abel-Durand et celles de la loi sur les conventions collectives.

PRODUCTION INDUSTRIELLE (ECHELLE MOBILE).-La commission a décidé, par 13 voix contre 5, de prendre en considération le texte adopté par la commission du Travail (texte Abel-Durand), en ce qui concerne la proposition relative à l'échelle mobile. Jean Fleury s'est alors démis de son mandat de rapporteur et Armengaud a été désigné pour le remplacer. L'examen des articles commencera lors de la prochaine réunion.

Assemblée Nationale

FINANCES.- La commission a adopté, sur le rapport de Jean-Moreau, la lettre rectificative n° 1668 au projet de loi (n° 997) --budget de l'Aviation civile et commerciale-- portant modification de certains chapitres relatifs notamment à la subvention à "Air-France".

Dans les Commissions (2)

(n° 1.991)

AGRICULTURE (AUDITION LAURENS).- Après avoir montré l'ampleur de l'effort à fournir pour assurer à l'agriculture l'équipement qui lui est nécessaire, le ministre a précisé pour chaque catégorie d'opération le montant des crédits d'investissement employés depuis 1948, les travaux réalisés depuis cette date et les crédits à prévoir pour 1952. Il a ensuite rappelé l'effort fourni en matière de remboursement et il a exposé les mesures à prendre pour lutter contre le ralentissement de la mécanisation de l'agriculture, constaté depuis 1950. Il a enfin répondu aux questions que lui ont posées de nombreux commissaires concernant la modernisation de l'équipement rural.

PRESSE (AUDITION BURON).- La commission a entendu Robert Buron dans un exposé sur les principaux problèmes d'actualité intéressant la presse et la radiodiffusion : mesures prises pour l'approvisionnement en papier de presse, évolution du prix du papier, des tarifs postaux réservés aux journaux, des tarifs de l'A.F.P., du prix des contrats de location de la S.N.E.P., émissions compensées. Les positions du ministre seront discutées le plus prochainement possible par la commission, qui aura à formuler un certain nombre de propositions précises.

BOISSONS (AUDITION LOUVEL).- La commission a entendu Louvel, qui lui a exposé l'état des approvisionnements en soufre et sulfate de cuivre destiné aux besoins de la viticulture. Sur la proposition de Paul Coste-Floret, la commission a voté la motion suivante : "La commission, après avoir entendu le ministre sur nos approvisionnements en sulfate de cuivre; prend acte de ce que celui-ci, en raison de la gravité de la situation actuelle, a proposé une réduction de 3,5 % sur les attributions de l'agriculture, dont il évalue les besoins annuels à 60.000 tonnes; décide de ne pas s'opposer à la réduction proposée, mais constatant que les besoins de la profession s'élèvent en réalité à 80.000 tonnes par an au minimum; demande au Gouvernement de ne pas faire subir la réduction proposée à l'agriculture qu'en partant de cette évaluation raisonnable".

LES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les textes suivants, récemment déposés sur le Bureau de l'Assemblée. :)

PROJET DE LOI :

- tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés, et à réglementer l'exercice du commerce sur la voie publique ou dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique. (n° 1623)

PROPOSITION DE LOI :

- de Crouzier, tendant à modifier le régime de la vente et du nantissement des fonds de commerce. (n° 1491)

PROPOSITION DE RESOLUTION :

- de Robert Bichet, tendant à inviter le Gouvernement à mettre en oeuvre un programme de développement du téléphone automatique. (n° 1467)

o o o o o